

## La politique multilatérale du président Thomas Sankara : entre internationalisme révolutionnaire et lutte anti-impérialiste

Salif Kiendrebeogo\*

### Résumé

Cet article aborde la politique multilatérale du président Thomas Sankara qui remonte à sa nomination en tant que Premier Ministre le 11 janvier 1983. Déjà, il ne cache aucunement son orientation anti-impérialiste puis accède à la présidence le 04 août 1984. Les bases idéologiques de sa politique multilatérale contenues dans le Discours d'Orientation Politique (DOP) sont tributaires des orientations idéologiques de la Révolution. D'inspiration marxisme, sa politique multilatérale est à analyser à la lumière de l'approche dite « marxiste » des relations internationales qui privilégie les luttes des classes, révolutionnaires. Cette orientation révolutionnaire transparaît dans sa politique étrangère et le pays fait très vite connaître sa ligne de conduite à la communauté internationale dont les grands principes sont : l'internationalisme révolutionnaire et la lutte anti-impérialiste de l'Occident. Les manifestations de la politique multilatérale furent visibles à travers les réunions multilatérales au plan sous-régional qui furent des occasions pour Thomas Sankara de s'exprimer et montrer à la face du monde ses idées révolutionnaires. Au niveau international, les sommets des non-alignés, les sommets France-Afrique, l'Assemblée générale des Nations unies ont été tout aussi des lieux d'expression de cette politique. Dans ces tribunes, Thomas Sankara ne passe pas par quatre chemins pour soulever le problème de la dette, des maux qui minent le développement du tiers monde, pour soutenir la lutte des classes et s'attaquer aux grandes questions internationales. Des

---

\* Université Norbert Zongo (Burkina Faso), [salif.kiendrebeogo@yahoo.com](mailto:salif.kiendrebeogo@yahoo.com)

enseignements sont tirés aux plans politique, économique et socio culturel de sa politique qui sert de substrat sur lequel s'arriment les luttes anti néocolonialistes actuelles sur le continent Africain.

**Mots-clés :** Politique multilatérale, Thomas Sankara, Révolution, anti impérialisme

### Abstract

This article discusses president Thomas Sankara's multilateral policy dating back to his appointment as Prime Minister on January 11, 1983. Already, he made no secret of his anti-imperialist orientation and then became president on August 4, 1984. The ideological bases of his multilateral policy contained in the Political Orientation Speech (DOP) depended on the ideological orientations of the Revolution. Inspired by Marxism, its multilateral policy should be analyzed in the light of the so-called "Marxist" approach to international relations, which favors revolutionary class struggles. This revolutionary orientation is reflected in its foreign policy and the country very quickly makes known its course of action to the international community, the main principles of which are: revolutionary internationalism and the anti-imperialist struggle of the West. The manifestations of the multilateral policy were visible through the multilateral meetings at the sub-regional level which were opportunities for president Sankara to express himself and show his revolutionary ideas to the world. At the international level, the non-aligned summits, the France-Africa summits, the United Nations General Assembly were also places where this policy was expressed. In these forums, Thomas Sankara does not cut corners to raise the problem of debt, evils that undermine the development of the Third World, to support the class struggle and tackle major international issues. Lessons are learned at the political, economic and socio-cultural levels of its policy which serves as a substrate on which the current anti-neocolonialist struggles on the African continent are anchored.

**Keywords:** Multilateral Policy, Thomas Sankara, Revolution, anti-imperialism

## Introduction

Le Burkina Faso, pays d'Afrique de l'ouest a expérimenté une révolution dans les années 1980 avec l'arrivée au pouvoir de jeunes militaires qui affichèrent leur volonté de souveraineté dans le domaine de la politique étrangère. Tout commence avec la nomination du capitaine Thomas Sankara comme Premier ministre du président Jean-Baptiste Ouédraogo le 1er février 1983 qui profite pour se lancer dans la haute politique internationale. Le sommet des pays non-alignés tenu du 07 au 13 mars 1983 lui donna l'occasion de mener une activité diplomatique débordante qui l'a mis en lumière avec ses idées révolutionnaires.

Au pouvoir le 04 août 1983, il multiplie les rencontres avec les dirigeants révolutionnaires africains et internationaux, tient un discours qui démontrait à souhait que les dirigeants burkinabè entendaient se démarquer désormais des anciennes positions néocolonialistes qui avaient caractérisé le pays depuis l'indépendance. Dans la recherche d'une autonomie diplomatique, le Conseil National de la Révolution a refondé les bases politiques et administratives de la conduite de sa politique étrangère. Ainsi, le centralisme du pouvoir du Conseil National de la Révolution (CNR) aidant, les grandes directives de politique étrangère revenaient au président Sankara. (KI 30).

La politique étrangère du Burkina Faso au niveau multilatéral sous l'ère révolutionnaire, a suivi le rythme que lui est imposé le leader de la révolution démocratique et populaire. La politique multilatérale du CNR était la somme et le reflet des politiques bilatérales exprimées. Les grands principes qui sous-tendent cette politique sont : internationalisme révolutionnaire basé sur la solidarité entre peuples et dirigeants révolutionnaires, lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme comme le renferme le Discours d'Orientation Politique.

La politique multilatérale s'est exprimée à l'occasion d'un certain nombre de réunions comme les Sommets de pays non alignés, les sommets France-Afrique, les réunions de l'UEMOA, de la CEAO ou de la CEDEAO, celle du Conseil de l'entente, les Conférences d'Etat et de gouvernement de l'OUA, l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans ces tribunes, Thomas Sankara exprimait sa position par rapport aux grands problèmes qui minent le Tiers monde. Il évoque toujours la division du monde en deux camps et le combat jamais fini entre le camp des opprimés et celui des oppresseurs.

La politique multilatérale sous régionale, africaine et mondiale du président Sankara est à saisir en filigrane de l'analyse dite « marxiste » des relations internationales qui renvoie à un monde divisé entre ceux qui font l'histoire et ceux qui la subissent, un monde inégalitaire. Cette approche privilégie les phénomènes de domination et de dépendance, les classes sociales, les rapports de production, les luttes révolutionnaires (Marchesin 224). À la lumière de ce qui précède, quelles sont les bases idéologiques, les actions et l'héritage de la politique multilatérale du président Thomas Sankara ? La thématique de la politique multilatérale du président Sankara a fait l'objet de recherches surtout dans le domaine du droit et des sciences politiques et dans le cadre de la diplomatie. Mais, la dimension historique n'est pas assez analysée. L'objet de cette contribution est de combler ce vide historiographique en étudiant la substance idéologique de la politique multilatérale du président du CNR, les manifestations de cette politique au plan international et l'impact voire les enseignements à tirer de celle-ci.

La réflexion s'appuiera essentiellement sur des sources écrites telles que les archives, les rapports du Ministère des affaires étrangères, internet et les sources orales combinées à l'exploitation des sources de presse et de la littérature.

## 1. Les fondements idéologiques de la politique multilatérale du président du CNR

Les ressorts idéologiques de la politique multilatérale du président du CNR sont tributaires des orientations idéologiques de la Révolution démocratique et populaire. Pour Balima, la politique tant intérieure qu'extérieure de la Révolution procède des idées d'un parti marxiste, la LIPAD-PAI<sup>39</sup>. Il ajoute que : « Aussi, pour se cultiver et se préparer davantage au destin national qu'il ambitionnait, il s'était jeté dans une boulimie de lecture. Avec voracité, il avalait tout ce qui était nouveau pour lui ; il se familiarisa avec le marxisme, le léninisme, le maoïsme, bref toutes les familles et sectes du socialisme scientifique » (Balima 35). L'interview que Thomas Sankara a accordée à *Jeune Afrique*, le 12 mars 1986 rend compte de sa formation au Marxisme. « Bien sûr. Sans me trahir, je peux vous avouer quand même que je connais les classiques du marxisme-léninisme ». Il affirme même avoir tout lu de Lénine et avec une attention particulière sur L'Etat et la révolution. De ce fait, la vision de la politique multilatérale du président Sankara est à analyser suivant l'approche dite « marxiste » des relations internationales qui renvoie à un monde divisé entre ceux qui font l'histoire et ceux qui la subissent, un monde inégalitaire. Selon cette conception, les États ne font que refléter les rapports de force à l'œuvre entre classes sociales. Ce ne sont que des instruments aux mains de la classe dominante. La scène internationale, loin d'être interétatique ou de représenter une communauté d'individus, est marquée par des relations de dépendance politique et économique où prédominent la domination et l'exploitation. Cette approche privilégie les phénomènes de domination et

<sup>39</sup> On a pu dire que c'est le Parti africain de l'indépendance (PAI) qui semble avoir initié Thomas Sankara à la rhétorique et la théorie marxiste. Après 1976, Sankara et Compaoré aurait ainsi demandé une formation au marxisme. Cette formation s'est étalée sur 6 séances de 2 heures et s'est accompagnée de recommandation de lectures des grands classiques du marxisme (Que faire, etc.) et de brochures diverses cf. (Thibaut 138-139).

de dépendance, les classes sociales, les rapports de production, les luttes révolutionnaires, etc. (Marchesin 224). Ces thèmes sont contenus dans le Discours d’Orientation Politique (DOP)<sup>40</sup> fortement inspirés des thèses marxistes, dont le texte emprunte le vocabulaire qui capitalise la substance idéologique de la révolution et en constitue sa référence théorique. Les objectifs globaux de la politique extérieure y sont clairement énoncés et on y trouve l’analyse de la société et les rapports de classe. Dans cette référence idéologique symbolisée par le monument du 02 octobre, on peut lire « L’insurrection du 4 août 1983, la victoire de la révolution et l’avènement du Conseil national de la révolution sont donc incontestablement la consécration et l’aboutissement conséquent des luttes du peuple voltaïque contre la domination et l’exploitation néocoloniales, contre l’assujettissement de notre pays, pour l’indépendance, la liberté, la dignité et le progrès de notre peuple<sup>41</sup> ».

Ce passage du DOP considéré comme la “bible” des révolutionnaires traduit toute la philosophie et la vision qui sous-tendent la révolution d’août 1983. C’est ainsi qu’en définissant la place de la révolution voltaïque dans le processus révolutionnaire mondial, le président Sankara précise :

Notre révolution fait partie intégrante du mouvement mondial pour la paix et la démocratie contre l’impérialisme et toute sorte d’hégémonisme. C’est pourquoi nous nous efforcerons d’établir des relations diplomatiques avec les autres pays sans égard à leur système politique et économique sur la base des principes suivants :

- Le respect réciproque pour l’indépendance, l’intégrité territoriale et la souveraineté nationale.
- La non-agression mutuelle.

<sup>40</sup> Cf le Discours d’Orientation politique (DOP) du 02 octobre 1983

<sup>41</sup> Discours d’Orientation Politique (DOP) du 02 octobre 1983

- La non-intervention dans les affaires intérieures.
- Le commerce avec tous les pays sur un pied d'égalité et sur la base d'avantages réciproques.

Notre solidarité et notre soutien militants iront à l'endroit des mouvements de libération nationale qui combattent pour l'indépendance de leur pays et la libération de leurs peuples [...]. Dans notre lutte, les pays africains anti-impérialistes sont nos alliés objectifs. Le rapprochement avec ces pays est rendu nécessaire par les regroupements néocoloniaux qui s'opèrent sur notre continent<sup>42</sup>.

Le ton déjà donné dans le DOP est en droite ligne de la politique étrangère d'inspiration marxiste et sera à la base des contradictions idéologiques prévisibles pour deux raisons :

Premièrement dès son avènement le 04 août 1983, le CNR avait clairement énoncé la finalité de sa politique étrangère qui tranche avec le passé diplomatique du pays dont l'ultime visée inscrite dans le grand dessein national est la construction de l'Etat de démocratie et l'émergence de la société nouvelle. Beucher observe que le capitaine fait preuve d'un nationalisme sourcilleux, qui constitue la ligne de force de sa diplomatie (7). L'exécutif ou Conseil national de la Révolution (CNR) rappelle fréquemment sa volonté de n'établir aucune alliance contraignante, aucune allégeance synonyme de diminution de sa souveraineté. Cette liberté revendiquée en matière de politique étrangère conduit le Burkina à adopter des prises de position qui sont loin de toujours trouver une traduction en langage diplomatique. Deuxièmement, régime de type nationaliste et populaire, le socialisme spécifique affiché par les autorités du CNR transparait dans sa politique étrangère. Il fait très vite connaître sa ligne de conduite à la communauté internationale à savoir : l'internationalisme révolutionnaire et la lutte anti-impérialiste de l'occident. Ainsi, les

---

<sup>42</sup> Idem.

structures de conception et de contrôle de la politique étrangère ont été orientées pour cadrer avec les ambitions du CNR. KI affirme que le CNR et son président avaient la haute main sur la politique étrangère et la diplomatie, allant même jusqu'à marginaliser le Ministère de tutelle, celui des affaires étrangères (30). À la tête de la conception se trouve le Conseil National de la Révolution (CNR) et son président, Thomas Sankara, épaulé par d'autres structures telles que sa « sous-commission des relations extérieures » et la « Division des Affaires étrangères et la coopération de la présidence ». Le président du CNR jouait un rôle très important en matière de politique étrangère au point que KI le qualifie de véritable bête politique de la scène internationale. Il aimait les joutes internationales et il n'aurait jamais laissé à personne de prendre les décisions importantes relatives à la nouvelle politique étrangère du pays. Il se méfiait des grands commis de l'Etat qui, d'habitude, contrôlent les rouages de la diplomatie parce que formés, selon lui dans le moule de l'impérialisme. Les grands sujets tels l'impérialisme, la décolonisation, l'indépendance nationale, la dignité africaine, la lutte contre l'apartheid étaient des thèmes qu'il maîtrisait et aimait développer à loisir afin de donner la vision nécessaire aux autres structures (30).

Dans la recherche d'une voie pour une indépendance totale dans sa conduite souveraine des affaires de l'Etat sur la scène internationale, le CNR a dû refonder les bases politiques et administratives de la conduite de sa politique étrangère. Ainsi, sans renier les principes d'action de la politique extérieure antérieure, elle leur substitue désormais le triptyque : indépendance/souveraineté, non alignement intégral et lutte anti-impérialiste. Pour non alignement intégral, la nouvelle politique extérieure entendait développer une diplomatie tout azimut par l'affirmation de sa personnalité dans le refus de la politique des blocs, des hégémonismes et toutes autres formes de domination (colonisation recolonisation,

impérialisme) et une participation et une présence plus effective dans les fors internationaux<sup>43</sup>.

Avec le centralisme du pouvoir du CNR, les grandes directives de politique étrangère revenaient au président du CNR, épaulé par deux principales structures à savoir : La Sous-commission des Relations Extérieures du CNR et la Division des Affaires Etrangères et de la Coopération, toutes basées à la Présidence. Ces structures jouaient aussi un rôle de contrôle. Les structures d'exécution sont entre autres : le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération, les CDR à travers le Commissariat Politique aux Relations Extérieures ; le Ministère des Ressources Financières à travers la Direction des Relations Financières Internationales (actuelle DG-COOP) et enfin le Ministère de la Défense Populaire pour l'organisation de manœuvres militaires avec les pays amis et les achats d'armes (Ki 30-39). Ibriga et Pasgo soutiennent que cette ossature était soutenue et encadrée par des principes et des objectifs. D'un côté, on distingue les principes classiques à travers le respect de la souveraineté et de l'indépendance, l'égalité et la coexistence pacifique, la non-intervention dans les affaires intérieures et la non-agression, le respect des engagements. De l'autre, on a les principes progressistes : l'anti-impérialisme, l'internationalisme révolutionnaire, le principe de compter sur ses propres forces, le non alignement intégral et engagé (15-18). Ces principes visaient un triptyque d'objectifs politiques, économiques et culturels :

Les objectifs politiques cherchaient à redonner plus d'indépendance et d'autorité à l'expression de la souveraineté en vue de s'affranchir de tout impérialisme et d'atteindre l'émancipation politique ; à œuvrer à la recherche et à la sauvegarde de la paix ; à promouvoir une intégration

---

<sup>43</sup>1A1MAE15, la diplomatie burkinabé d'avant le CNR :5 Août 1960-4 août 1983

véritable, une politique de bon voisinage et une politique d'amitié avec tous les peuples ; à consolider le mouvement révolutionnaire africain et mondial. Les objectifs économiques visaient à asseoir une économie indépendante, autosuffisante et planifiée par une mobilisation efficace des ressources nationales et extérieures nécessaires au financement du développement avec une régression progressive de la part du financement extérieur ; à instaurer un nouvel ordre économique international fondé sur l'égalité et la justice. Les objectifs culturels enfin visaient à faire connaître et promouvoir la culture du pays, expression de son identité (Ibriga et Pasgo 21- 24). Ibriga et Pasgo notent que c'est au regard de ces principes et objectifs politiques que le CNR orienta sa politique étrangère vers les pays et peuples en lutte pour leur autodétermination, leur liberté et leur indépendance, un rapprochement dans le fond avec les pays antiimpérialistes (51-77).

Cette orientation progressiste de la politique multilatérale du président Thomas Sankara est traduite en actions pour atteindre les objectifs de la Révolution.

## **2. Les grands traits de la politique multilatérale du président du CNR**

La politique multilatérale du CNR était la somme et le reflet des politiques bilatérales exprimées. Les grands principes qui sous-tendent cette politique sont : internationalisme révolutionnaire basé sur la solidarité entre peuples et dirigeants révolutionnaires, lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme contenue dans le Discours d'Orientation Politique (KI 241). Cette politique s'est exprimée au niveau régional, continental et international.

## 2.1. Les actions de la politique multilatérale au plan sous régional et africain

La politique multilatérale du Président sous le CNR transparait lors des réunions multilatérales au plan sous-régional de la CEAO, de l'UEMOA, de la CEDEAO, celles du conseil de l'entente, les Conférences des Chefs d'État et de gouvernements de l'OUA.

Tout commence d'abord à la CEAO dont les activités ont démarré le 1<sup>er</sup> janvier 1976 à son siège à Ouagadougou. Avec quelques années de fonctionnement, la CEAO adopte des règles claires de fonctionnement avec une présidence tournante par ordre alphabétique. C'est en ce sens que le 29 octobre 1983, lors du sommet de la CEAO à Niamey, la présidence de l'institution revenait au Burkina Faso (Haute-Volta). Le président Felix Houphouët Boigny opposa son veto à la présidence burkinabé de l'institution alors que Sankara avait donné des gages de normaliser ses relations avec les voisins en levant le veto du Burkina Faso sur l'entrée du Mali. Toutefois, Thomas Sankara fut ulcéré par l'attitude des leaders de la CEAO particulièrement le président Felix Houphouët Boigny qui fut le chef d'œuvre de cette cabale (KI 262). Il a fallu attendre le 10<sup>ème</sup> sommet tenu à Bamako le 23 octobre 1984 pour que Thomas Sankara accède à la tête de l'institution. Il pouvait savourer sa victoire sur les forces du mal en accédant à la tête de l'organisation. Il donna immédiatement la mesure de sa détermination à mettre en pratique les principes d'intégrité et de moralisation de la vie publique qu'il prônait et montrait d'ores et déjà que les organisations africaines pouvaient être gérées autrement. Il annonça les couleurs « sans tuer le malade, il faut tuer la maladie et radicalement ». Il stigmatise certaines pratiques de huis clos, la gestion gabégique de la CEAO et invitant de revoir son train de vie qui

insulte la misère de nos peuples<sup>44</sup>. Les difficultés relevées dans la gestion financière de l'institution conduisirent à l'arrestation et à l'emprisonnement d'un créancier et de ses complices<sup>45</sup>. Du 22 au 23 novembre 1984, Thomas Sankara participe au Sommet de la CEDEAO à Lomé où il a eu l'occasion de rencontrer le président Felix Houphouët Boigny.

Le sommet de la CEAO tenu à Ouagadougou du 26 au 27 mars 1986 fut d'après KI l'un des événements marquants de la diplomatie multilatérale burkinabé (264). Présidé par le Président Thomas Sankara, minutieusement préparé, il reçoit en grande pompe les président Moussa Traoré et Felix Houphouët Boigny et encense même ce dernier.

Aussi, Thomas Sankara et le Conseil de l'entente donnent-il une autre facette de la politique multilatérale du CNR. En rappel, l'organisation a été créée le 29 mai 1959 par le président Houphouët Boigny pour servir de levier à sa politique d'hégémonie en Afrique occidentale française et surtout pour contrer la fédération du Mali. De ce fait, le Burkina Faso révolutionnaire le considérait comme un produit du néocolonialisme français. Et Thomas Sankara ne manque pas de vilipender le Président ivoirien et va plus loin pour mettre en cause publiquement la Côte d'Ivoire de vouloir déstabiliser le jeune régime burkinabé. Les contradictions étant visibles, Thomas Sankara boycotte le sommet de Yamoussokro amenant le président Ivoirien à l'annuler simplement. Toutefois des mesures d'apaisement proposées par Houphouët Boigny ont préparé la voie à la participation du Président Sankara à la 2ème réunion de Yamoussokro des

<sup>44</sup> Discours du Président Thomas à Bamako le 29 octobre 1984

<sup>45</sup> Mohamed Diawara fut arrêté à Bamako et emmené par Thomas Sankara avec lui au Burkina. Cet homme d'affaires avait emprunté avec la complicité de son secrétaire général la somme de 6,5 milliards qu'il n'arrivait pas à rembourser. Il est transféré à Ouagadougou où il sera jugé devant les TPR (Tribunaux populaires de la Révolution). Moussa N'Gom et Moussa Diakité, impliqués dans cette affaire, seront arrêtés en novembre 1984.

12 et 13 février 1985. La réunion de sécurité de Yamoussokro a connu la participation de Thomas mais a pris une tournure inacceptable aux yeux des autorités burkinabè, car leur pays fut l'objet de toutes les accusations de déstabilisation. Dépit le président convoqua dès son retour une réunion des CDR pour dénoncer les complots ourdis contre le Burkina Faso et appela les peuples des pays voisins à faire leur révolution. (Ki 267-269).

Ensuite, la première participation de Thomas Sankara fut remarquable au XXe sommet de l'OUA tenu à Addis Abeba du 12 au 15 novembre 1984 au moment où l'institution traversait des zones de turbulence à cause de problèmes de la République Arabe Sahraouie démocratique (RSAD), le conflit Tchad-Libye, des pays sous domination coloniale et les autres problèmes de la dette, de l'apartheid, de décolonisation complète. Il y a imprimé sa marque en prenant fait et cause pour l'admission des représentants de la RASD dans la salle de réunion. En rappel, le Burkina Faso a reconnu le RASD le 04 mars 1984 et son Président y a fait une visite officielle. Cependant la représentation de la RASD à l'OUA a entraîné le retrait du Maroc de l'institution et la division des membres entre partisans et adversaires de la présence de la RASD.

Lors du 25e sommet de l'OUA qui a eu lieu à Addis Abeba le 29 juillet 1987, Thomas Sankara fait encore une participation singulière en prononçant un discours mémorable sur la dette :

Nous estimons que la dette s'analyse de par son origine. Les origines de la dette remontent aux origines du colonialisme. Ceux qui nous ont prêté de l'argent, ce sont ceux qui nous ont colonisés. Ce sont les colonisateurs qui endettent l'Afrique auprès des bailleurs de fonds, leurs frères et cousins. Nous sommes étrangers à cette dette. Nous ne pouvons donc pas la payer.

La dette sous sa forme actuelle est une reconquête savamment organisée de l'Afrique pour que sa croissance et son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangers. Faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier de ceux qui eut l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer des fonds chez nous avec l'obligation de rembourser. On nous dit de rembourser la dette. Ce n'est pas une question de morale. Ce n'est pas une question de ce prétendu honneur que de rembourser ou de ne pas rembourser <sup>46</sup>.

Le président Sankara avance des raisons pour justifier un refus collectif de ne pas payer la dette en évoquant la non responsabilité et la dette de sang des Africains en référence du sang des tirailleurs sénégalais mort durant les Deux Guerres Mondiales pour sauver l'Europe en ces termes :

Nous ne pouvons pas payer la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas payer la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. Nous ne pouvons pas payer la dette parce qu'au contraire les autres nous doivent ce que les plus grandes richesses ne peuvent pas payer, c'est-à-dire la dette de sang. C'est notre sang qui est versé <sup>47</sup>.

Il propose à ses pairs de s'unir pour créer un front contre la dette : Nous avons le devoir aujourd'hui de créer le front uni d'Addis Abébas contre la dette. Ce n'est que de cette façon que nous pourrions dire aujourd'hui qu'en refusant de payer nous ne venons pas dans une démarche belliqueuse, mais au contraire dans une démarche fraternelle pour dire ce qui est... Je voudrais que notre conférence adopte clairement

---

<sup>46</sup>Thomas Sankara : discours sur la dette au sommet de l'OUA prononcé le 29 juillet 1987 consultable sur [www.thomassankara.net](http://www.thomassankara.net)

<sup>47</sup> Idem

la nécessité de dire que nous ne pouvons pas payer la dette. Non pas dans un esprit belliqueux, belliciste. Ceci pour éviter que nous allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence. Par contre avec le soutien de tous, nous pouvons éviter de payer. En évitant de payer, nous pouvons consacrer nos maîtres ressources à notre développement<sup>48</sup>.

Il s'agit là d'un discours historique qui restera à jamais gravé dans la mémoire des africains mais il reste que sa présence sur la scène internationale a tout aussi marqué les esprits.

## **2.2. Les actions de la politique multilatérale au plan international**

Évoluant au rythme que lui a imposé le leader de la révolution démocratique et populaire, les positions de Thomas Sankara respectent les principes ci-dessus évoqués et sa politique multilatérale s'est surtout manifestée lors des assemblées générales des chefs d'Etat ou en tête à tête avec les grands de ce monde (Ki,241). Les sommets des non-alignés, les sommets France-Afrique, l'Assemblée Générale des Nations Unies furent des occasions d'éclosion de la politique multilatérale du CNR.

D'abord la politique multilatérale du président Sankara puise ses sources dans son passé et remonte à sa nomination en tant que Premier Ministre le 11 janvier 1983. Dès lors, il ne cache aucunement son orientation anti-impérialiste. En effet, le sommet des pays non alignés tenu du 07 au 13 mars 1983 à New Delhi qui sonne comme une prise de contact avec l'international lui donnant une occasion en or pour mener des activités diplomatiques débordantes et en le montrant avec ses idées révolutionnaires au monde entier. A ce sujet, Balima écrit :

---

<sup>48</sup> Thomas Sankara : discours sur la dette au sommet de l'OUA prononcé le 29 juillet 1987 consultable sur [www.thomassankara.net](http://www.thomassankara.net)

Il y passa son temps à rencontrer tous les dirigeants réputés radicaux du monde africain, asiatique, latino-américain et européen, notamment les présidents de l'Angola, du Mozambique, de la Corée du Nord, de la Libye qu'il venait de quitter. Il s'enticha de Fidel Castro avec lequel il évoqua le souvenir de Che Guevara dont la fin le fascinait, et avant de le quitter, il dut certainement, en guise d'au revoir, répéter haut et fort la conclusion d'un discours du cubain fort connu et qu'il aimait entendre : « La patrie ou la mort, nous vaincrons ! » Et Castro, ému jusqu'aux larmes, lui aura certainement révélé ce qu'il nous a confié en octobre 1960 à New York : « Ma mère était une négresse ! je me sens comme vous, Africain (362-363).

Thomas Sankara fit un discours historique qui laissait transparaître la ligne diplomatique voltaïque désormais anti néocolonialiste (Ki 243). Dans son discours, il relève que le mouvement non aligné n'a cessé de confirmer et de se préciser et d'étendre son audience de s'affirmer dans le monde à travers ses objectifs et ses nobles idéaux, comme force de paix, comme une force de raison comme enfin la confiance profonde et courageuse d'un monde que l'impérialisme voudrait voir éternellement soumis à sa domination, à son pillage et à ses massacres.

Le mouvement sonne comme une force affirmant notre droit de pays et de peuples souverains à choisir librement et sans inféodation nos propres voies pour le progrès de nos peuples, à choisir librement nos amis dans le monde sur la base de leur attitude concrète devant l'aspiration de nos peuples à la libération du joug colonial, néocolonial ou racial, à l'indépendance, à la sécurité, à la paix et au progrès économique et social. (Ki 245)

Le président Sankara profite pour donner sa vision du mouvement des non-alignés : une force morale qui rassemble des pays divers par leur position géographique, leur étendue, leur population, leur économie et les

systemes sociaux dont ils se sont dotés autour d'une politique positive et constructive pour promouvoir une paix collective entre eux et tous les pays de notre planète pour promouvoir la démocratisation des rapports internationaux actuels injustes et illégaux ; pour promouvoir enfin, le progrès des peuples en lieu et place de l'appauvrissement continu des pays pauvres et de l'enrichissement sur le dos, des pays riches. Un mouvement qui doit permettre aux pays membres du mouvement non aligné de se départir du joug colonial et de retrouver la dignité.

À travers le discours, le président Sankara fait connaître au monde la position du Burkina nouveau sur les questions internationales. Il salue le soutien du mouvement à la lutte des peuples de Namibie, noirs d'Afrique du Sud, du peuple palestinien qui luttent pour leur autodétermination. Il va plus loin et ce dans le cadre de la mise en œuvre de l'internationalisme révolutionnaire et de la solidarité révolutionnaire pour s'intéresser aux problèmes des pays de l'Amérique latine comme le Nicaragua et le Salvador. Il s'attaque frontalement à l'impérialisme américain dont les conseils avisés des chefs d'État expérimentés n'ont rien pu impacter à sa fougue. Ki souligne que dans son prosélytisme révolutionnaire et sa croisade anti-impérialiste, Sankara est tombé lui aussi dans le piège de tous les révolutionnaires par l'imprudence et le défaut d'analyse des rapports de force. En tout cas, ces propos ne sont pas passés inaperçus à Washington. Il a probablement eu des adulateurs, sans doute ébaillis de retrouver une « Haute-Volta nouvelle », entrer dans le clan des révolutionnaires. De ce fait de nombreux chefs d'État ont eu avec lui, des audiences pour mieux connaître la situation du pays (247). Une fois à Ouagadougou, l'arrivée et la visite de Kadhafi ont conduit à son arrestation

et sa destitution le 17 mai 1983, son exil, son retour d'exil, son installation triomphale au fauteuil présidentiel le 4 août 1983<sup>49</sup>.

Le 8e Sommet des non-alignés tenu à Hararé le 07 septembre 1986 sonne comme un réquisitoire. Thomas Sankara fit encore un discours remarqué le 03 septembre mais le leader de la révolution avait maintenant pris la mesure des contradictions au sein du mouvement des non-alignés et se désole de la situation d'impuissance du mouvement face aux problèmes des peuples opprimés et le poids de la dette sur les pays africains. Ce fut encore une occasion pour Sankara de prendre position sur les grands problèmes qui secouent le tiers monde. Il parla du combat jamais fini entre les exploités et les exploités. Pour lui et ce, conformément à la conception marxiste, le monde est divisé en 2 camps antagonistes : le camp des exploités et le camp des exploités par conséquent toute lutte de libération s'inscrit en principe dans le camp des exploités, en faveur des peuples. (Ki 259).

Aussi, les participations du président Thomas Sankara aux différents sommets France- Afrique sont dignes d'intérêt. Premièrement au sommet de Vittel tenu du 3 au 4 octobre 1983, Thomas Sankara après moult réflexion, se rendit finalement où il fut ulcéré par l'accueil à l'aéroport<sup>50</sup> qu'il jugea discourtois de la part de la partie française et pour protester il refusa de se rendre au diner gala organisé par le président Mitterrand pour les chefs d'États. Pour le sommet, le président Sankara a gagné en

---

<sup>49</sup> Son arrestation a coïncidé avec la présence de M. Guy Penne chargée à Ouagadougou. En effet, Thomas Sankara pourfendait l'impérialisme et finit à avoir toute la bourgeoisie contre lui. Le 17 mai 1983 à 4 heures du matin, après que Guy Penne, conseiller spécial de François Mitterrand pour les Affaires africaines, soit arrivé le 16 mai à 23 heures 50, le capitaine Sankara fut arrêté à la suite d'un coup de force opéré par les hommes de Jean-Baptiste Ouédraogo et du chef de l'Etat-major général, le colonel Yorian Gabriel Somé.

<sup>50</sup> Il a été reçu par M. Guy Penne. En rappel la présence de ce dernier a coïncidé avec l'arrestation du Premier Sankara en mai 1983.

notoriété par son refus de prendre part au dîner qui attira l'attention des autres invités et de la presse. (Ki 259).

Thomas Sankara profita du sommet pour clarifier les positions lors d'une conférence de presse qu'il a accordé aux journalistes. Il y aborde le problème du Tchad et pourfend l'impérialisme et les relations Franco-voltaïques. Il refusa de se rendre au sommet France-Afrique de Bujumbura du 10 décembre 1984 et déclara :

Notre position de principe est que le maintien d'un tel cadre risque à terme de ne pouvoir trouver d'autre justifications que le refus conscient ou inconscient de se hisser au diapason de l'histoire pour s'affranchir des carcans organisationnels hérités de l'époque coloniale. Ce qui est de plus en plus, portera atteinte à l'exercice, à la place et au rôle de l'OUA, comme seule et unique cadre politique d'action unitaire de l'Afrique indépendante. Notre abstraction est la manifestation d'une volonté politique de contribuer sincèrement au triomphe social, culturel et politique entre l'Afrique, francophone, ou non et le reste du monde qui soit conforme à l'évolution concrète des réalités d'aujourd'hui. Avoir le courage politique de rompre franchement avec ce qui a fait son temps, pour autoriser l'exploration d'autres voies susceptibles d'ouvrir un véritable débat entre les peuples, tel est notre objectif <sup>51</sup>.

Il est clair que cette prise de position des autorités burkinabés n'a pas plus à François Mitterrand ni aux autres Chefs d'Etat africains qui se sont sentis moussés devant les remarques de Sankara (Ki 259).

---

<sup>51</sup>Déclaration du Président Sankara pour justifier sa non-participation au sommet France Afrique de Bujumbura du 10 décembre 1984

Le sommet de la francophonie qui se tient à Paris du 17 au 19 février 1986 coïncide avec une visite du Président Sankara à Paris qui y participe et profite d'envoyer un message plein de sens sur l'utilisation du français.

Les discours du Président Burkinabé dans les instances de l'ONU sont une consécration de sa politique multilatérale. Elle s'est manifestée lorsque le Burkina Faso a été élu membre non permanent de l'ONU le 31 octobre 1983 pour une période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1984 au 31 décembre 1985. Thomas Sankara profite pour mettre en exergue les problèmes de l'Afrique et du reste du monde. Durant son mandat, le Burkina Faso fait face à de nombreux problèmes qui secouent le monde dont les plus importants sont : la situation au Moyen Orient, l'Afrique australe, les territoires coloniaux, le conflit afghan, l'Amérique centrale, la question chypriote, le conflit Iran-Irak, etc.

Ki essaye de tirer les leçons de la participation du Burkina Faso au Conseil de Sécurité de l'ONU. Il souligne qu'il n'est pas aisé de montrer le poids du Burkina Faso sur les décisions du Conseil durant son mandat. Il affirme néanmoins que de par son orientation politique, son rayonnement international, la clarté de ses propos, le Burkina a certainement pesé positivement notamment au sein du « caucus » dont il faisait partie sur la plupart des problèmes. Le constat est que lorsqu'on analyse les différentes résolutions adoptées durant la période, elles reflètent les points de vue du Burkina Faso, points de vue clairement exprimés dans les interventions de ses représentants au Conseil (299). Les orientations progressistes de sa politique étrangère font également du Burkina Faso un porte-parole sérieux du mouvement des non-alignés aux yeux des pays du Tiers monde. Pour les pays progressistes, il se situe aux avant-postes de la lutte anti-impérialiste et pour les grandes nations occidentales, il apparaît comme un renfort au camp progressiste d'où la nécessité de le considérer en adversaire potentiel de leur politique. Il est

donc normal que ces dernières prennent le Burkina au sérieux<sup>52</sup>. Le Burkina Faso comme d'autres pays ont critiqué le droit de veto qui empêche la résolution totale de certains problèmes.

Enfin, l'Assemblée générale de l'ONU a été surtout une tribune d'expression de la politique multilatérale du Président du CNR. À l'occasion de la 39<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies, le Président Sankara a été programmé pour prendre la parole devant l'Assemblée le 04 octobre 1984, c'est après une visite historique et mémorable à Harlem où il affirmait que « Notre maison blanche se trouve dans le Harlem noir » que Thomas Sankara va prononcer son discours que Ki qualifie d'un morceau d'anthologie. Il situe le contexte de sa venue à New York et précise que le Burkina Faso est venu chercher des réponses à de nombreuses interrogations avant de passer en revue les problèmes du monde<sup>53</sup>.

Par ailleurs, le Burkina Faso s'est également illustré dans les instances multilatérales telles : la Conférence SYLVA sur l'environnement et la déforestation tenue à Paris du 5 au 7 février 1986. En effet, sur insistance du président François Mitterrand, Thomas Sankara participera à cette Conférence en tant qu'invité spécial, il y prononça un discours bucolique avec pour slogan : « sauvons l'arbre, l'environnement, la vie tout court ». Il est intéressant d'évoquer sa participation au sommet de la francophonie tenu à Paris le 17 février 1986 et la conférence anti apartheid Bambata. Une participation qui a sans doute produit des effets<sup>54</sup>.

---

<sup>52</sup> Déclaration du Président Sankara pour justifier sa non-participation au sommet France Afrique de Bujumbura du 10 décembre 1984 .

<sup>53</sup> Thomas Sankara Discours devant l'assemblée générale de l'ONU prononcé le 4 octobre 1984 consultable sur [www.thomassankara.net](http://www.thomassankara.net)

<sup>54</sup> Idem

### **3. L'impact ou les enseignements à tirer de la politique multilatérale de Thomas Sankara**

Les enseignements sont à tirer au triple plan politique, économique et socio culturel.

Sur le plan politique, on retient qu'on ne s'attaque pas frontalement à l'impérialisme sans mesurer les rapports de force en présence et surtout sans s'assurer du soutien effectif des autres révolutionnaires ou anti-impérialistes. Pour Beucher de façon générale, Sankara a largement contribué à faire exister le Burkina sur la scène internationale (8). On retient que le président du CNR a eu le courage de dire haut ce que tous les autres leaders africains pensent bas. Toutes les questions soulevées sur la scène internationale à savoir la lutte anti-impérialiste, le néocolonialisme, les luttes pour la libération totale des peuples du joug de l'impérialisme sont toujours d'actualité. Mieux cette vision multilatérale, ses idées servent de repère voire de substrat sur lequel s'arriment les luttes de libération néocoloniale surtout en Afrique de l'ouest francophone.

Sur le plan économique, la question de l'endettement excessif des pays africains, les difficultés de remboursement et le poids de la dette sur les pays en développement doublés de la mal gouvernance font que les discours du président Sankara sont toujours d'actualité. L'ensemble de ces maux dont il dénonçait pèse sur le développement du continent et du tiers monde en général. C'est dans ce sens que les discours servent actuellement de référence pour les jeunes générations dans leur volonté de libération totale du joug néocolonial.

Sur le plan socio culturel, les luttes de libération de Thomas Sankara s'adressent aux peuples qui doivent disposer du minimum pour vivre. Sur le plan culturel, selon lui, il n'y a pas de développement sur la base de la culture d'autrui et il invitait ses pairs de se baser sur leurs propres cultures pour amorcer le développement.

## Conclusion

En définitive, on peut penser que les principes et objectifs politiques de la révolution démocratique et révolutionnaire ont conduit le CNR dans sa conquête de souveraineté, à orienter sa politique étrangère vers les pays et peuples en lutte pour leur autodétermination, leur liberté et leur indépendance, un rapprochement dans le fond avec les pays antiimpérialistes.

Les ressorts idéologiques de la politique multilatérale du président du CNR sont liés aux orientations idéologiques de la Révolution contenues dans le Discours d’Orientation Politique (D O P), sa référence théorique. D’inspiration marxiste, la politique multilatérale du président Sankara analysée suivant l’approche dite « marxiste » des relations internationales laissent apparaître un monde inégalitaire qui justifie les luttes des classes sociales, les luttes révolutionnaires. Ainsi, le socialisme spécifique affiché par les autorités du CNR reflétait sa politique étrangère. Le Pays fait très vite connaître sa ligne de conduite à la communauté internationale qui combine : internationalisme révolutionnaire et lutte anti-impérialiste.

Les grands traits de la politique multilatérale du Président du CNR s’analysent à travers les actions de la politique multilatérale au plan sous-régional et africain. Sa politique transparait lors des réunions multilatérales au plan sous-régional de la CEAO, de l’UEMOA, de la CEDEAO, celles du Conseil de l’entente, les Conférences des Chefs et de gouvernements de l’OUA. Des rencontres au cours desquelles le président du CNR égraina les problèmes de la sous-région et des institutions sous-régionales en l’occurrence la CEAO.

Les actions de la politique multilatérale au plan international couvrant les sommets des non-alignés, les sommets France-Afrique, l’Assemblée Générale des Nations Unies furent des occasions d’éclosion

de la politique multilatérale du CNR. Le président s'attaque aux problèmes du tiers monde, dénonce frontalement l'impérialisme occidental et aborde les grandes questions du monde. Thibaut affirme que dans les discours mémoriels, Sankara est l'incarnation de la révolution, il s'y confond et elle meurt avec lui. Il est l'homme intègre, celui qui défia l'impérialisme dans un tête à tête orgueilleux, accédant ainsi au panthéon des Grands Hommes africains (10).

Il fut assassiné par l'impérialisme le 15 octobre 1987, mais il laisse à la postérité, un héritage politique, économique et socioculturel qui sert de substratum sur lequel les luttes actuelles et futures peuvent s'arrimer de même que des enseignements à tirer.

### **Travaux cités**

#### **1. Archives**

1A1MAE15, la diplomatie burkinabé d'avant le CNR :5 Août 1960-4 août 1983

Ministère des relations extérieures,1990, Analyse critique de l'action diplomatique, Ouagadougou,15-17 mars 1990, p.2

1A2REX4 CR de réunion sur la redynamisation des relations extérieures et de son action en 1989

Ministère des relations extérieures, analyse critique de l'action diplomatique, mars 1990

Thomas Sankara, Discours de Bamako le 29 octobre 1984) à la réunion de la CEAO

Conseil national de la révolution (CNR), Discours d'orientation politique (DOP), 45 P

## 2. Internet

Thomas Sankara : discours sur la dette au sommet de l'OUA prononcé le 29 juillet 1987 consultable sur [www.thomassankara.net](http://www.thomassankara.net)

Thomas Sankara Discours devant l'assemblée générale de l'ONU prononcé le 4 octobre 1984 consultable sur [www.thomassankara.net](http://www.thomassankara.net)

<https://information.tv5monde.com/afrique/burkina-faso-l-heritage-de-thomas-sankara> consulté le 5 juin 2022 à 11h55 mn

Jeune Afrique, le 12 Mars 1986

## 3. Bibliographie

Balima, Salfio Albert. *Légendes et histoire des peuples du Burkina Faso*, Paris, éd. J.A. Conseil, 1996.

Beucher, Benoit. Le Burkina et son environnement géopolitique. Essai de mise en perspective historique consultable in [https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/03/42-\\_Article\\_Beucher.pdf](https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2015/03/42-_Article_Beucher.pdf)

Jaffre Bruno. *Thomas SANKARA, la liberté contre le destin*, éditions syllepse (paris).

Jaffre, Bruno. *Extrait de La Liberté contre le destin, discours de Thomas Sankara*, édition Syllepse, Juin 2017.

Fernandez, Julian. *Relations internationales*, Paris, Dalloz, 2018.

Gabas, Jean-Jacques. *Nord/Sud : L'impossible coopération ?* Paris, Presses de Sciences PO, 2002.

Ibriga, M. Francis et Pasgo, W. Jacob. *Grandes tendances de la politique bilatérale du Burkina sous la révolution d'août*, mémoire de fin de cycle, option diplomatie, ENAM, Ouagadougou, 1987.

Ki Doulaye Corentin. *Introduction à la politique étrangère du Burkina Faso, Tome 1. La période voltaïque : de l'indépendance à la révolution d'Août 1983*, Ouagadougou, Presse africaine, 2010.

- Ki, Doulaye Corentin. *Introduction à la politique étrangère du Burkina Faso, Tome II. La politique étrangère de Thomas Sankara 1983-1987*, Ouagadougou, Presses africaine, 2019.
- Lejeal, Frédéric. *Le Burkina Faso*, Paris, Karthala, 2005.
- Marchesin, Philippe. *Introduction aux relations internationales*, Paris, Karthala, 2008.
- Thibaut, François. *Bienvenue au Burkina Faso, tombeau de l'impérialisme !» Construire la Révolution burkinabé, bilan et perspectives*, Université Paris I Panthéon Sorbonne, Mémoire de Master 2 en Histoire, 2019.
- Sankara, Thomas *Recueil de textes introduit par Bruno Jaffé*, Collection « Pensées d'hier pour demain », Éditions du CETIM, Genève, 2014.

**Comment citer cet article / How to cite this article:**

MLA : Kiendrebeogo, Salif. "La politique multilatérale du président Thomas Sankara : entre internationalisme révolutionnaire et lutte anti-impérialiste." *Uirtus*, vol. 3, no. 3, déc. 2023, pp. 329-354, <https://doi.org/10.59384/FGLH2703>.